

Unité départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 19 août 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PREMIER TECH HORTICULTURE (Falienor)**

Le Ciron  
BP 6  
49680 VIVY

Références : EC-2022-405-INSP-PREMIER TECH-Vivy-RAP  
Code AIOT : 0006302147

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/08/2022 dans l'établissement PREMIER TECH HORTICULTURE implanté Le Ciron BP 6 49680 VIVY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est déroulée suite à un départ de feu dans un andain de compost le jeudi 11 août à 15h00. L'inspection a été informée de l'incendie le lundi 15 août via l'astreinte DREAL. Une réunion sur site a été diligentée par la mairie de Vivy et le SDIS de Saumur qui a convié la DREAL. Une inspection s'est déroulée à la suite de la réunion. Celle-ci a permis de constater que l'incendie s'est propagé sur quatre andains.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PREMIER TECH HORTICULTURE (Falienor)
- Le Ciron BP 6 49680 VIVY
- Code AIOT : 0006302147
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Premier Tech est un fabricant de support de culture à partir de fibres végétales naturelles. Le site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral du 16/09/2004, modifié le 02/10/2007, 08/04/2008, 07/12/2012. Le courrier du 15/11/2019 donne acte à l'exploitant de l'extension de l'emprise foncière

et de l'augmentation de la puissance du transformateur électrique.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- incendie en cours sur 4 andains de la plateforme de compostage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Constat visite du 21/03/2021 - installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 12	/	Sans objet
3	Information	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	/	Sans objet
4	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19	/	Sans objet
5	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 07/11/2012, article 2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Constat visite du 21/03/2021 - Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/11/2012, article 3.8	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- réaliser le contrôle électrique de l'ensemble du site avant la fin de l'année 2022 ;
- transmettre sous 15 jours les compte-rendus concernant les accidents/incidents survenus en 2022 ;
- mettre à jour son étude de dangers sous 3 mois, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en ce sens ;
- proposer sous 15 jours un plan d'action permettant d'assurer la fourniture d'eau à un débit de 60 m³/h à moins de 100 m de toute matière ;
- transmettre sous 15 jours l'état des stocks de matières à la veille de l'incendie du 11/08/2022.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Constat visite du 21/03/2021 - Retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2012, article 3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne de mesures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inspection demande à l'exploitant les résultats des mesures de la campagne de 2021.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le rapport de la campagne de mesures des retombées de poussières réalisée entre le 11 juin et le 12 juillet 2021. Les 6 points de mesures demeurent en dessous des 200 mg/m <sup>2</sup> /j, attestant de la conformité des résultats.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Constat visite du 21/03/2021 - installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle réglementaire
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont contrôlées annuellement.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet le contrôle électrique au titre de l'année 2022. Ce rapport ne concerne que les contrôles sur les "bâtiment vestiaire - local technique 121" et "bâtiment bureau - local technique", ainsi que le Q18. Ce dernier en date du 4 mars 2022 indique que les installations ne peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser en 2022 le contrôle électrique sur l'ensemble des locaux, l'atelier conditionnement, la sortie palettiseur.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Information

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident ou d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées apprend en amont de l'inspection, au cours de la réunion du 16 août 2022 avec la mairie, le SDIS et l'exploitant que 2 autres départs de feu ont eu lieu depuis 1 mois et demi.  L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre sous 15 jours les compte-rendus des incidents survenus en 2022 sur la base du formulaire du BARPI accessible à l'adresse suivante : <a href="https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/">https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir reçu l'accord des services

<p>départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. En cas de risque élevé d'incendie, l'installation est également dotée de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues des bâtiments fermés. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La réunion du 16/08/2022 avec la mairie et le SDIS a mis en exergue que l'exploitant ne possédait pas les moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques liés à ses activités. Le poteau incendie à proximité du site ne dispose pas du débit suffisant. Le contrôle du PI du 12/10/2020 atteste d'un débit sous 1 bar de 34 m<sup>3</sup>/h pour 60 m<sup>3</sup>/h requis.</p> <p>Les qualité des eaux recueillies dans le bassin de rétention d'une capacité de 2000 m<sup>3</sup> n'a pas permis au SDIS son utilisation sans risquer d'obturer les différents appareils d'incendie.</p> <p>Le SDIS a été contraint de tirer 800 m de tuyau pour s'alimenter avec l'eau de la rivière Authion afin de lutter contre le feu pris dans les andains de compostage.</p> <p>La dernière étude de dangers date de 2012. L'inspection a eu l'occasion de demander par courrier du 8 novembre 2016 l'actualisation de l'étude de dangers, demande restée sans suite.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre sous 15 jours un plan d'action permettant d'assurer que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 m d'un appareil permettant de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins 2 heures en cas de départ de feu.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour son étude de dangers sous 3 mois. Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé en ce sens.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : Etat des stocks

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2012, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantité de matières présente sur site</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le tableau de classement de l'établissement indique pour la rubrique 2171, une quantité maximum autorisée de 20 000 m<sup>3</sup> pour les produits finis et 4 000 m<sup>3</sup> pour les fumiers de cheval.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 15 jours l'état des stocks de l'ensemble des matières sur site, en volume et localisation à la veille de l'incendie du 11 août 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>